**L’Europe veut se doter des moyens d’assurer son approvisionnement en matières premières critiques**

Rappel des épisodes précédents : l’Union européenne est décidée à presser le pas sur le chemin de la double transition, climatique et numérique. Rappel de la réalité : elle ne sera pas en mesure d’atteindre ces deux objectifs prioritaires sans assurer son approvisionnement en matières premières critiques. Mise à jour, la liste européenne recense trente de ces matières premières présentant à la fois une grande importance pour quantité de secteurs industriels et un risque de pénurie élevé.

Parmi celles-ci, on trouve entre autres le tungstène utilisé pour la fabrication des téléphones portables et le silicium métal qui sert au bon fonctionnement des semi-conducteurs, indispensables dans le domaine électronique. Sont également repris dans cette liste des métaux comme le cobalt et le lithium dont l’Union va avoir un besoin croissant dans les décennies à venir. “Rien que pour les batteries des voitures électriques et le stockage énergétique, l’Europe aura besoin, par exemple, de 18 fois plus de lithium d’ici à 2030 et jusqu’à 60 fois plus d’ici à 2050” , pour 15 fois plus de cobalt d’ici trente ans, a indiqué le vice-président de la Commission en charge de la Prospective, Maros Sefcovic, lors de la conférence de presse de présentation du plan d’action de la Commission visant à rendre l’approvisionnement en matières premières plus sûr et durable.

Comment réduire la dépendance ?

Le problème pour l’Union est qu’elle est extrêmement dépendante de l’extérieur en la matière. “Entre 75 et 100 % de la plupart des métaux que nous utilisons proviennent de pays non membres de l’UE, la Chine fournit 98 % de notre approvisionnement en terres rares” , a pointé le même Maros Sefcovic. L’Union dépend également à 98 % de la Turquie pour l’approvisionnement en borate, utilisé dans les détergents, à 78 % du Chili pour le lithium et à 71 % de l’Afrique du Sud pour le platinium.

C’est pour cette raison que le plan d’action européen, comprenant dix mesures, prévoit notamment que l’Union diversifie ses sources d’approvisionnement et mette en œuvre pour ce faire une stratégie en matière de politique commerciale et diplomatie économique. Il importe aussi, comme le précise le commissaire au Marché intérieur Thierry Breton, que l’Union développe “ses propres capacités en matière d’extraction, de transformation, de recyclage, de raffinage et de séparation des terres rares” disponibles sur son territoire – au Portugal, en Finlande, en Allemagne, en France… Le Français suggère que les États membres profitent du plan de relance européen pour investir dans ce domaine.

Comme elle l’a fait pour les batteries automobiles du futur, la Commission va mettre en place une alliance européenne pour les matières premières qui rassemblera les États membres, les régions, la Banque européenne d’investissement, le secteur minier, les entreprises, les syndicats et les ONG.OleB